

Réponses des listes candidates aux élections municipales à Briançon à la lettre publique des associations humanitaires du Briançonnais

Suite à l'envoi de notre lettre publique et notre demande de rendez-vous avec les listes candidates aux élections municipales, trois listes ont répondu à notre lettre et répondu favorablement à notre demande de rendez-vous : Briançon A Venir, Briançon Citoyenne et Osons Briançon. Deux listes n'ont pas répondu à notre demande : Briançon 2020 et Demain Briançon.

Réponse de la liste candidate Briançon A Venir

Compte tenu des circonstances particulières, liées à l'épidémie du Covid-19 et de mise en confinement du maire actuel et candidat aux élections municipales, Gérard Fromm, ainsi que d'autres colistiers de sa liste, nous n'avons pas pu organiser la réunion initialement prévue. Néanmoins, nous avons reçu la réponse par écrit au questionnaire et pu échanger par téléphone avec les membres de la liste Briançon A Venir.

La liste Briançon A Venir a affirmé son soutien inconditionnel aux actions menées par les associations humanitaires du Briançonnais. Elle s'engage à mettre en œuvre sur la commune un plan d'action pour accueillir de manière inconditionnelle les personnes en situation de vulnérabilité. Elle rappelle dans ce cadre les actions qui ont pu être menées par l'équipe municipale lors du mandat précédent et par la Communauté de Communes du Briançonnais : accueil des réfugiés auprès des associations et bénévoles, mise à disposition de locaux (Refuge, conciergerie du cimetière) paiement des charges, et soutien aux associations et bénévoles. Mr. Fromm souligne que : « Les actions conjointes et l'accueil sans condition des populations est une grande fierté de [son] mandat » et que : « Ces actions devront s'adapter et évoluer en fonction des situations à venir ». La liste Briançon A Venir propose de mettre en place un hôpital de jour et des appartement-relais en Cœur de ville ou à proximité pour les populations relevant de contextes psycho-sociaux aggravant les situations de précarité.

La liste s'engage à intégrer dans les missions du Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) les besoins de l'ensemble des personnes vulnérables de manière inconditionnelle, tout en rappelant que le CCAS est soumis aux lois en vigueur auxquelles la commune ne peut déroger. La liste s'engage également à maintenir les conventions existantes entre les associations humanitaires et les collectivités concernant les locaux mis à disposition et à les développer si nécessaire.

La liste s'engage également à créer une carte municipale de résident facilitant l'accès aux services aux personnes sans ressources et quelle que soit leur situation administrative et rappelle que ces actions ont déjà été mises en œuvre lors de leurs mandats : gratuité des structures culturelles (médiathèque, centre d'art), prix très réduits pour l'école municipale de la culture et du sport, forfaits tous au ski avec prêt de matériel (une action perfectible d'après la liste), pass-sésame, et

partenariat avec Culture du Cœur pour l'évènementiel. La cantine a été gratuite au cas par cas pour les enfants repérés par les services ou les associations. La liste s'engage ainsi à poursuivre sa politique d'accès à la citoyenneté par le sport et la culture. La liste s'engage à scolariser tous les enfants, quelle que soit leur situation personnelle et administrative, dans les établissements de la commune et leur permettre la fréquentation des établissements de restauration scolaire, les activités périscolaires etc....

La liste s'engage à mettre en place des cadres de concertation et de coopération avec les associations et les citoyen.ne.s en général sur toutes les questions d'accueil, de solidarité et d'apprentissage de la langue française et à créer des conseils de résidents permettant à toutes les personnes de nationalité étrangère, quel que soit leur statut d'être associées aux décisions qui les concernent. Mr.Fromm s'engage à « travailler au plus vite en concertation avec les associations pour mettre en place le cadre de ces dispositifs ». Ces cadres de concertation devraient, d'après la liste, s'étendre aux représentants du département et de l'Etat pour « dessiner les modalités d'accueil des personnes à leur arrivée sur le territoire » par un « dialogue constructif » prenant en compte « la lassitude qui peut s'emparer des bénévoles, mais aussi la place que leur action tient dans l'acceptation du flux migratoire sur notre territoire ». Ce dialogue « permettra de déterminer la place que la Commune et la CCB devront tenir, mais aussi leurs limites et la nécessaire implication à tous les niveaux des autres collectivités et de l'Etat. »

La liste Briançon A Venir s'engage à créer des dispositifs publics de premier accueil, à dimension humaine et en lien avec les acteurs associatifs où pourraient se rendre librement les personnes étrangères à leur arrivée sur le territoire, quel que soit leur statut, en rappelant que le Centre d'Accueil des Demandeurs d'Asile (CADA) a pu être mis en place permettant d'accueillir femmes et hommes qui arrivent sur le territoire, mais qu'il ne peut pas répondre à toutes les demandes. L'apport des bénévoles et associations est de fait fondamental pour la liste.

Enfin, la liste s'engage à instaurer des réunions semestrielles rassemblant des élu.e.s des collectivités locales, les associations, acteurs sociaux et les services publics de l'Etat et du département.

Réponse de la liste Briançon Citoyenne

Nous avons pu rencontrer la liste Briançon Citoyenne et échanger sur l'accueil du public en situation de vulnérabilité. La liste avait en amont du rendez-vous répondu à notre questionnaire par écrit.

La liste Briançon Citoyenne rappelle que l'accueil inconditionnel est une compétence intégrale de l'Etat et du Conseil Départemental, mais face « aux défaillances de ces 2 institutions », la liste s'engage à mettre en œuvre « les mesures adaptées à chaque situation au maximum de [ses] possibilités ». Elle s'engage également à « rappeler à l'Etat ses responsabilités, y compris financières, pour un accueil digne de toute personne vulnérable ». Elle ajoute que : « Dans le cas particulier de l'accueil des exilés, nous exigerons de l'Etat le remboursement des sommes engagées à sa place par la commune et la Communauté de Communes depuis 2017. ». La liste Briançon Citoyenne n'écarte pas la possibilité de mener cette démarche jusque devant le tribunal.

La liste s'engage à maintenir les conventions existantes entre les associations humanitaires et les collectivités concernant les locaux mis à disposition avec la fourniture des fluides actuellement pris en charge par les collectivités et à les développer si nécessaire. La liste juge que les conditions d'accueil et les conventions ne sont aujourd'hui pas satisfaisantes, mais qu'elles sont précaires. Elle s'engage à proposer la signature d'un bail pluri-annuel avec l'association Refuges solidaires et/ou Emmaüs pour permettre d'effectuer les travaux nécessaires à la mise en place d'un accueil digne. La liste Briançon Citoyenne est consciente qu'il faudrait professionnaliser l'accueil car le bénévolat n'est pas suffisant pour permettre cet accueil dans la durée et pour pallier à cela, une piste envisageable serait de demander à l'Etat de financer ces postes. La liste Briançon Citoyenne souhaite « sortir ces problèmes de leur invisibilité » afin de les traiter.

La liste s'engage à créer une carte municipale de résident facilitant l'accès aux services publics aux personnes sans ressources et quelle que soit leur situation administrative et à reconduire la gratuité des transports et les aides quel que soit le statut de la personne. La liste s'engage également à scolariser tous les enfants, quelle que soit leur situation, dans les établissements de la commune et leur permettre la fréquentation des établissements de restauration scolaire, les activités périscolaires, etc.... La liste ouvrira par ailleurs les accueils municipaux à l'ensemble des enfants.

La liste Briançon citoyenne s'engage à mettre en place des cadres de concertation et de coopération avec les associations et les citoyen.ne.s en général sur toutes les questions d'accueil, de solidarité et d'apprentissage de la langue française et à créer des conseils de résidents permettant à toutes les personnes de nationalité étrangère, quel que soit leur statut d'être associées aux décisions qui les concernent. La liste ajoute à ce sujet qu'elle fonctionnera en commissions citoyennes, autant de fois que cela est nécessaire et sur des thèmes soulevés selon les besoins. La liste souhaite être en accord avec les associations humanitaires du Briançonnais et être

tout le temps en discussion avec elles, tout en maintenant leur indépendance. Plusieurs élu.e.s seraient nommé.e.s sur les questions de solidarité afin de travailler au moins par binôme.

La liste rappelle que le dispositif de premier accueil n'est pas de la compétence de la commune, mais elle s'engage à interpeller l'Etat sur sa responsabilité. La liste Briançon Citoyenne indique également qu'elle poursuivra le subventionnement de l'APPASE gestionnaire du 115 et continuera de mettre à sa disposition le terrain du mobil-home. La liste propose par ailleurs de mettre en place un contrat de santé mentale avec l'Agence Régionale de Santé (ARS) et avec des relais à Briançon : hôpital et associations, afin que ces personnes trouvent leurs places dans l'espace public.

La liste propose aussi de réfléchir à l'insertion des personnes exilées et de participer à des projets sur ce sujet, notamment avec le développement du statut OACAS en partenariat avec Emmaus.

La liste Briançon Citoyenne s'engage à instaurer des réunions semestrielles rassemblant des élu.e.s des collectivités locales, les associations, acteurs sociaux et les services publics de l'Etat et du département. Elle souligne que la Direction Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations organise déjà des Veilles sociales départementales deux fois par an, mais qu'il y a pas ou peu de changements qui y sont décidés. La liste Briançon citoyenne ajoute que la CCB organisera une réunion annuelle avec l'ensemble des acteurs sociaux du territoire briançonnais.

La liste propose également de traiter la question des saisonniers, parfois en situation de grande précarité.

En cas d'une augmentation de l'afflux de migrants, la liste Briançon Citoyenne s'engage à mettre à disposition des lieux d'accueil, même si pour la liste, ce n'est « pas satisfaisant de s'arrêter à l'urgence, mais il serait possible si besoin d'avoir d'autres solutions de secours, comme des mobil-homes ». La liste souhaite ne pas rester cloisonnée à la problématique des migrant.e.s, mais aider plus largement le public en situation de vulnérabilité.

Réponse de la liste Osons Briançon

La liste Osons Briançon via son représentant, Mr. Jules, a fait le choix de ne pas répondre point par point à notre questionnaire, mais d'échanger de manière générale sur le sujet, dans l'idée selon son représentant, de privilégier un « échange ouvert ».

D'après la liste, la mairie doit être partie prenante sur les questions de solidarité. Dans cette idée, Mr. Jules s'engage à rassembler toutes les associations pour faire un état des lieux de leurs actions, tout en s'appuyant sur leurs contre-rendus d'activités, puis établir un plan d'actions de manière commune. Mr. Jules souhaite que les subventions distribuées aux associations soient rediscutées afin qu'elles touchent le plus grand nombre de Briançonnais.es. Il pense également qu'il faudrait « délocaliser » les associations de solidarité pour qu'elles ne se situent pas toutes à Briançon, mais aussi dans d'autres communes du Briançonnais. Il souhaite développer la solidarité par deux axes : l'insertion et l'inclusion des personnes éloignées du travail. Par exemple, il souhaiterait mettre en place une brigade de propreté et de déneigement pour insérer les jeunes dans le travail.

La question des migrants est d'après le représentant de la liste « Osons Briançon » un sujet important. Il salue d'ailleurs les actions qui ont été mises en œuvre par la mairie sortante. Le candidat souhaite avant tout développer l'aspect économique de cette question, notamment en essayant de trouver une solution pour que les migrants ayant obtenu leurs papiers puissent travailler et être formés. La liste souhaite travailler avec le gouvernement sur la question des migrants qui ne peuvent pas travailler. Il s'agirait de chercher un statut juridique, faire une expérimentation pour trouver une solution.

Concernant la question de l'instauration de réunions semestrielles entre des élu.e.s des collectivités locales et les associations de solidarité du territoire, Mr. Jules souhaite « aller plus loin » en instaurant plus de deux réunions par an et en travaillant par thèmes. Il s'engage par ailleurs à désigner un.e élu.e en charge des questions de solidarité. Il s'engage également à organiser une conférence avec tous les acteurs socio-professionnels du territoire dans le mois suivant sa prise de fonction, s'il était élu.

Le représentant de la liste « Osons Briançon » s'engage à maintenir les conventions existantes au moins jusqu'à leurs termes.

Sur la gratuité des transports, Mr. Jules ne s'engage pas à une gratuité totale des transports en commun, mais une gratuité pour les personnes en difficulté et pour les jeunes. Il juge anormal le prix d'entrée du skate park pour les jeunes.

Il s'engage aussi à mettre en place un poste de médiateur social dans le quartier des Toulousannes.